

**APPEL À CONTRIBUTIONS POUR PUBLICATION D'UN OUVRAGE COLLECTIF
SUR LES POLITIQUES PUBLIQUES AGRICOLES :
« LA TRANSITION AGRO-ÉCOLOGIQUE EN FRANCE OU LES CONDITIONS DU
CHANGEMENT AGRICOLE »
(titre provisoire)**

Comité éditorial :

Christel Bosc

Maître de conférences en science politique, VetAgroSup Clermont-Ferrand

Mehdi Arrignon

Maître de conférences en science politique, Institut des sciences et industries du vivant et de l'environnement

La « transition agro-écologique », promue sous le précédent gouvernement par le ministre de l'agriculture Stéphane Le Foll et non désavouée par l'actuel gouvernement d'Emmanuel Macron qui compte un ministère de la « Transition écologique et solidaire », constituerait-elle une énième tentative pour réconcilier agriculture et environnement grâce à la biodiversité et à la performance supposée des écosystèmes ?

Malgré l'essor des aspirations sociétales en faveur d'une agriculture saine et non polluante ou les efforts académiques pour repenser récits et réflexions sur l'écologie¹, malgré la mise sur agenda récente de la notion de « biodiversité agricole » promue par la dernière loi de reconquête de la biodiversité, l'intégration des préceptes écologiques dans l'agriculture fait encore figure de chantier ouvert comme en témoigne le dernier plan d'action adopté pour « réduire la dépendance de l'agriculture aux produits phytopharmaceutiques ». Les tergiversations nationales et européennes autour de l'interdiction du glyphosate dont la cancérogénicité devra à nouveau être prouvée, ou le report à 2025 des objectifs de réduction des pesticides prévus dans le plan Ecophyto 2, suggèrent une saillance des enjeux et controverses.

Dès lors, l'entrée en politique de l'agro-écologie intrigue : ce vocable militant, voire anti-étatique (selon l'économiste Ricardo Abramovay « *l'agro-écologie ne peut pas être la doctrine officielle d'un Etat* »²) et à portée jusque-là plutôt limitée en Europe, interroge le chercheur sur les modalités et les conditions du changement agricole. S'agit-il de trouver une alternative à l'impératif éculé d'agriculture durable et de réenchanter une fois de plus les mondes agricoles³ ? S'agit-il de promouvoir un changement volontariste de référentiel des politiques agricoles ou seulement d'instrumentaliser la biodiversité en optimisant encore les systèmes de production et leur rapport aux écosystèmes⁴ ?

De façon plus générale, quelles sont aujourd'hui les perceptions, attentes et expérimentations qui forment les métiers et l'identité des agriculteurs confrontés au double impératif de durabilité écologique et de productivité ?

1 R. Beau et C. Larrère, *Penser l'Anthropocène*, Presses de Sciences Po, 2018.

2 R. Abramovay, « Estratégias alternativas para a extensão rural e suas consequências para os processos de avaliação », Communication au 45^e congrès de la Société Brésilienne d'Economie, Administration et Sociologie Rurale, Londrina, 22/07/2007, p. 8.

3 B. Hervieu, N. Mayer, P. Muller, F. Purseigle et J. Rémy, *Les mondes agricoles en politique*, Presses de Sciences Po, 2010.

4 M. Arrignon et C. Bosc, « Le plan français de transition agroécologique et ses modes de justification politique. La biodiversité au secours de la performance agricole ? » in D. Compagnon et E. Rodary, *Les politiques de biodiversité*, Presses de Sciences Po, 2017.

Dans cet ouvrage collectif à paraître aux Presses Universitaires Blaise Pascal dans la collection Territoires (http://pubp.univ-bpclermont.fr/public/Geographie_Humaine.php), nous aimerions ainsi interroger plusieurs dimensions concernant l'analyse et l'évaluation des politiques et professions agricoles en France :

1) Six ans après le lancement de la transition agro-écologique et la parution de nombreux manuels techniques, colloques ou événements dédiés à cette sorte de révolution verte, peut-on observer une évolution, à la marge ou majoritaire, des pratiques et représentations agricoles (on entend par là les représentations sociétales de l'agriculture comme les représentations que les agriculteurs se font d'eux-mêmes, de leur mode de vie, de leur métier mais aussi de la Nature - qu'elle soit définie en termes d'environnement, de biodiversité ou d'écosystèmes) ? La cohabitation, la conciliation, l'hybridation entre agriculture, environnement et développement durable sont-elles marquées par une évolution brutale, incrémentale et/ou une forte dépendance au sentier ? Comment l'ambition agroécologique affichée se traduit-elle concrètement en matière de politiques publiques – par quelles modalités réglementaires, quels financements et dispositifs de politiques publiques ? Quelles initiatives collectives et individuelles ont émergé, avec quels soutiens publics et privés ? Ont-elles débouché sur des formes locales d'appropriation, de mobilisation et d'innovation qui seraient mutualisables ou transférables ?

En d'autres termes, la transition agro-écologique a-t-elle rempli ses promesses ? Et sinon, quels sont les obstacles culturels, techniques, économiques, politiques qui freinent l'appropriation sociale d'un tel changement ?

2) Plus largement, au-delà de la transition agro-écologique en tant que telle, on peut aussi s'interroger sur les conditions, modalités et possibilités actuelles du « changement » en agriculture, ce terme demandant à être réinterrogé et défini. En effet, si les notions de réforme, plan ou changement apparaissent désormais potentiellement conflictuelles ou obsolètes en agriculture, les notions de « transition » ou « d'innovation » semblent *a contrario* valorisées et valorisantes. Il semble ainsi opportun de réinterroger les formes contemporaines de conduite et de régulation du changement en agriculture : seraient-elles moins interventionnistes et plus incitatives dans ce secteur longtemps régalié ? Faut-il envisager, au sein de ce domaine d'action publique la coexistence de plusieurs modèles, répertoires, référentiels d'action publique et lesquels ? Quels sont les conditions de leur acceptation sociale ?

Les parutions de nature technique ou agronomique étant déjà nombreuses en matière d'agro-écologie, il reste à proposer un ouvrage en sciences humaines et sociales qui aborde les politiques agricoles actuelles au prisme de l'agro-écologie et de la question du changement. Les contributions attendues pourront donc être des approches de science politique (analyse et évaluation des politiques publiques, politiques publiques comparées), sociologie (rurale, de l'action publique ou des professions), anthropologie, ethnologie, économie.

Les propositions de chapitres d'ouvrage seront examinées par un comité pluriel de lecture. **Le résumé** est à envoyer à christel.bosc@vetagro-sup.fr et mehdi_arrignon@yahoo.fr avant **le 30 juin 2018**.

Après validation des propositions par le comité de lecture, les textes définitifs seront à remettre avant **le 30 septembre 2018 pour une parution de l'ouvrage en 2019**.